



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°328 (17 DÉCEMBRE 2023)

LE CONSEIL EUROPÉEN ET L'UKRAINE

LE CONSEIL EUROPÉEN DEVANT LES TRIBULATIONS DE L'UKRAINE

Introduction

Philippe Meyer :

Le Conseil européen a réuni jeudi et vendredi les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 à Bruxelles, Ils ont pris la décision d'entamer les négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. Il devait aussi avaliser un soutien de 50 milliards d'euros pour la période 2024-2027, afin de démontrer à Vladimir Poutine que les Européens sont prêts à soutenir ce pays dans la durée. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán a tenté de bloquer ces deux décisions pour lesquelles l'unanimité est requise. Pour fléchir le dirigeant magyar, Bruxelles a cette fois mis sur la table le déblocage de 10 milliards d'euros de fonds européens gelés.

En Europe comme aux Etats-Unis, le soutien financier à l'Ukraine ne va plus de soi. Quand, en juin 2022, les 27 décidèrent d'accorder à l'Ukraine le statut de candidat, il était convenu que Kyiv remplisse sept conditions avant l'ouverture des négociations. Parmi celles-ci, le respect des droits des minorités, qui ont été mises à mal en Ukraine par une législation contestée. Viktor Orbán est particulièrement sensible à ce que l'Ukraine rétablisse les droits de la minorité hongroise de Transcarpathie.

L'Ukraine doit faire face à des tensions avec d'autres pays, notamment avec la Pologne, pourtant soutien de la première heure. Varsovie accuse Kyiv de concurrence déloyale dans les secteurs céréaliers et routiers. Si bien qu'elle n'assure plus que les livraisons d'armes « *convenues antérieurement* ». Le gouvernement pro-européen qui doit entrer en fonction la semaine prochaine, pourrait changer la donne. En Slovaquie, le nouveau Premier ministre Robert

Fico a bloqué début novembre, une importante livraison d'armes programmée par l'exécutif précédent. Aux Pays-Bas, la formation d'extrême droite de Geert Wilders a remporté les élections législatives fin novembre. Parmi les mesures prévues dans son programme : l'interruption des livraisons d'armes à l'Ukraine. Selon un sondage du Conseil européen pour les Relations internationales dans six Etats membres de l'UE (Allemagne, France, Danemark, Pologne, Roumanie et Autriche), un grand nombre de citoyens pense que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne nuirait à la sécurité de l'Europe (45% en moyenne) plus qu'elle ne la renforcerait (25%). Interrogés sur l'impact dans leur propre pays, seuls 15% des Français et 20% des Allemands s'attendent à ce que la sécurité de leur pays soit renforcée par une telle adhésion (39 et 47%, respectivement, pensent que le résultat sera négatif). Il n'y a qu'en Pologne que les opinions positives l'emportent nettement (41% contre 30%). Si au Danemark et en Pologne, près de la moitié de la population soutient l'adhésion de l'Ukraine, à l'inverse, en Autriche, seuls 28% des citoyens sont favorables à l'adhésion, tandis que 52% y sont opposés. Mais dans la plupart des pays, 20 à 40% des personnes interrogées n'ont pas d'opinion ou sont indifférentes à la perspective de l'adhésion de l'Ukraine et de l'élargissement en général.

Nicole Gnesotto :

C'est l'hiver de tous les dangers pour l'Ukraine. D'abord parce qu'il y a la stagnation, voire quelques revers sur le terrain militaire. Il y a ensuite la « concurrence » médiatique de la guerre entre Israël et le Hamas, il y a la fatigue des opinions publiques sur le soutien à l'Ukraine, et il y a enfin les divisions des Européens. Chaque nouveau Conseil européen est désormais « historique », puisque les décisions qui doivent y être prises seront toutes majeures. J'ai plus d'une fois exprimé à ce micro mon indignation face à la prochaine présidence de la Hongrie du Conseil de l'Union européenne, prévue en juillet 2024. On sait que M. Orbán est opposé à l'aide à l'Ukraine. Donc soit on finit la guerre avant juillet, soit on enlève la présidence à la Hongrie ...

Ce Conseil européen avait deux grands enjeux : l'aide à l'Ukraine et l'élargissement. En ce qui concerne l'aide, le cœur du problème me semble être les moyens militaires, davantage encore que l'argent. Et à ce sujet, il y a des raisons de s'inquiéter.

Premièrement parce que le Congrès américain bloque l'aide à l'Ukraine, en demandant à Joe Biden de construire un mur pour empêcher l'immigration clandestine. On voit là à quel point la relation transatlantique est perverse, car moins les Américains sont présents, moins les Européens le sont. On aurait pu penser que l'un compenserait l'autre, or ce n'est pas le cas, il y a un parallélisme. Deuxièmement, il y a la question des munitions. Elle est tout à fait cruciale, même si elle est rarement évoquée. L'UE s'est engagée à en fournir un million d'ici le printemps prochain. Pour ce faire, la Commission européenne a imaginé une procédure très efficace de soutien aux industries européennes (que je ne détaillerai pas ici car elle est redoutablement complexe), qui leur ont permis d'accroître leurs capacités de production dans des proportions tout à fait spectaculaires : +25%. Or ces mêmes industries ne donnent pas ces munitions à

l'Ukraine, mais les vendent sur les marchés extérieurs, pour faire des bénéfices ... Josep Borrell considère que 40% des munitions produites ne parviendront pas à l'Ukraine, mais finiront sur des marchés plus lucratifs. Autrement dit, pour que le processus fonctionne, il faut que les Etats membres achètent les munitions, pour les donner à Kyiv. Mais comme ils ne le font pas, les entreprises s'enrichissent sur le dos de l'Europe, et des Ukrainiens ...

Troisièmement, à propos de l'aide financière militaire, elle ne passe pas par le budget européen, mais par un mécanisme intergouvernemental, la Facilité Européenne pour la Paix (FEP). Or dans l'UE, la règle des budgets intergouvernementaux veut que chaque Etat donne au prorata de son PIB. Donc l'Allemagne doit mettre 25% à chaque fois. Joseph Borrell a proposé 20 milliards pour l'année prochaine, et évidemment les Allemands rechignent ... Leur soutien à l'Ukraine ne fait aucun doute, mais ils préfèrent le faire au niveau national que passer par l'Europe. Ainsi, Berlin vient de décider de doubler sa contribution militaire à l'Ukraine, (passant de 4 à 8 milliards d'euros), mais sans abonder à la FEP.

Les Ukrainiens risquent de perdre cette guerre : ils ont des pénuries de munitions, de moins en moins de combattants, et il se peut qu'ils demandent bientôt des soldats. Les Européens ne prennent pas suffisamment la mesure de ce fait.

Et à propos de l'élargissement, je trouve que la décision est raisonnable: on fait précéder les négociations d'une conférence intergouvernementale en mars prochain. Cependant, même si tout le monde critique Viktor Orbán (moi la première), quelques-uns de ses arguments ne sont pas absurdes. Notamment que sans modification des traités, l'élargissement de l'UE à un pays agricole tel que l'Ukraine va poser des problèmes non négligeables, et notamment à la Pologne et à la Hongrie. Le budget de la Politique Agricole Commune (PAC) des sept ans à venir est de 264 milliards d'euros. Dont environ 70 pour la France, 35 pour la Pologne. Mais si l'Ukraine intègre l'Union, avec ses 41 millions d'hectares

de terres cultivables, elle toucherait 90 milliards. On peut comprendre qu'un certain nombre de pays s'en inquiètent.

Je suis personnellement favorable à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE, mais il va vraiment falloir examiner tout cela dans le détail.

Lionel Zinsou :

Ne nous faisons tout de même pas trop peur avec les tribulations de l'Ukraine. Je suis par exemple frappé par l'utilisation des chiffres. C'est un peu comme le chiliogone de Descartes. On peut se représenter aisément certains polygones, comme par exemple des triangles, ou même des hexagones à six côtés.

Évidemment on n'y parvient plus quand il y a mille côtés. Il en va de même avec les grosses sommes d'argent. Dès qu'on utilise les milliards, on est un peu frappés de stupéfaction, comme tétanisés.

On peut cependant relativiser tout cela : ainsi, 50 milliards, c'est 0,25% du PIB de l'UE. Franchement, pour un effort de sécurité collective (car les impératifs moraux sont très nécessaires et très nobles, mais n'oublions pas qu'il y a aussi un sujet très concret de sécurité), cela ne semble pas particulièrement extravagant ...

N'oublions pas que la dépense militaire en Europe, à cause des investissements nécessaires dans le réarmement, va forcément atteindre plus de 2% du PIB, ces 50 milliards n'ont donc rien d'effrayant. Et même s'il fallait remplacer les Etats-Unis (dont je doute qu'ils passent à zéro dollar, quand bien même Donald Trump serait élu), on serait toujours à une fraction de 1% des ressources de l'Union européenne.

Tout le monde est bien conscient des enjeux sécuritaires du monde d'aujourd'hui. Entre la situation au Proche-Orient, celle du Caucase et celles que crée la Russie, on est bien obligés de faire un effort budgétaire de Défense. Les chiffres sont raisonnables.

Viktor Orbán joue une partie de poker, et il faut bien reconnaître qu'il la joue très habilement. Ainsi, quelques jours avant le sommet, il a réussi à obtenir qu'on

dégèle 10 milliards, soit 2,5% du PIB de la Hongrie. C'est un transfert considérable, si on en faisait autant pour les pays en développement, la face du monde en serait changée ... En ne mettant pas son veto à l'ouverture des négociations d'admission de l'Ukraine, il permet à l'Union européenne d'afficher un demi-succès, tandis que de son côté, il récupère l'argent, malgré ses manquements à l'Etat de droit. On va en réalité acheter à la Hongrie la deuxième tranche d'aides à l'Ukraine.

Le rôle du président hongrois est déterminant dans cette affaire. Par exemple, on a pu trouver le voyage du président Zelensky à Bueno Aires assez singulier. C'était à l'occasion de la prestation de serment du nouveau président Milei, mais en réalité il y allait essentiellement pour rencontrer Viktor Orbán, invité lui aussi. Quant au dîner que M. Macron a eu avec Viktor Orbán il y a quelques jours, il semble qu'il n'a pas été inutile, il s'agissait d'une espèce d'étape diplomatique pour assouplir les positions de M. Orbán avant le sommet européen.

Prenons garde à ne pas hystériser la question du coût du soutien à l'Ukraine. Les milliards en question sont tout à fait à la portée de l'UE. En revanche, la question des industries d'armement est différente, mais bien plus cruciale. Si les Américains venaient à faire défaut, serions-nous en mesure de faire un million d'obus d'ici le printemps ? Ce n'est pas sûr. Pourrions-nous mettre des avions militaires à disposition de l'Ukraine, alors que toute l'Europe (à part la France) achète des F-35 américains ? Ces derniers sont des objets connectés. Si M. Trump décidait de clouer au sol les F-35 européens, ce serait très facile d'un point de vue technique. Il est tout de même intéressant de constater que la diplomatie française est pionnière sur l'idée de souveraineté et d'Europe de la Défense. Ces sujets risquent d'être d'une actualité brûlante à la fin de l'année 2024, si M. Trump revient aux affaires ... L'Ukraine est un test que l'Europe doit réussir.

Akram Belkaïd :

A écouter les différents commentateurs, notamment à propos des débats au Congrès américain, on se rend compte qu'il y a un doute sur les chances de l'Ukraine de gagner cette guerre. Et ce doute prend malheureusement la forme d'une exigence de résultat, plus ou moins explicite, de la part des créanciers de l'Ukraine. Visiblement, l'un des sujets qui revient fréquemment dans les entretiens des uns et des autres est l'absence de progrès notables sur le terrain. On met en doute les capacités de l'Ukraine à résister à un nouvel assaut russe, ou à reconquérir des positions stratégiques.

Dans le contexte actuel, toutes ces interrogations pèsent lourd. Particulièrement parce que l'Ukraine n'a pas de grandes réserves de combattants : les soldats ne vont pas tarder à manquer, que se passera-t-il alors ? Les troupes sont épuisées, il y a des problèmes de corruption, de gens qui paient pour échapper aux combats, bref l'Ukraine est dans une situation inconfortable sur ce plan, et cela nuit aux appels à l'aide du président Zelensky.

Et puis la perspective d'un retour de Donald Trump pèse lourd. Il a clairement exprimé qu'il chercherait un « *deal* ». Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Ukraine, sachant que M. Biden a déjà fort à faire pour garder sa base électorale avec ce qui se passe à Gaza.

La presse aime les commémorations et les anniversaires, gageons que l'année 2024 sera riche en bilans de deux décennies d'élargissement de l'UE. Il y en avait eu un grand en 2004, qui avait suscité des débats très vifs, et pesé dans le résultat du référendum de 2005. Aujourd'hui, je m'interroge sur ces processus d'élargissements (car en plus de l'Ukraine, il y a la Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Moldavie, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie). Doivent-ils continuer ainsi, sans demander l'avis des populations ? Cela me paraît déraisonnable. Je rappelle qu'en 2004, nombre de dirigeants européens avaient promis qu'il y aurait des référendums préalables à tout

élargissement. Pour ma part, je crains que les gens ne soient pas ravis d'intégrer l'Ukraine dans l'UE, étant donné le contexte. Ne négligeons pas l'effet délétère qu'auront les élargissements à venir sur les opinions publiques.

Jean-Louis Bourlanges :

Je m'avoue assez consterné par ce qui s'est passé jeudi et vendredi dernier. Je crois qu'il faut s'interroger sur le fonctionnement des institutions européennes, qui me semblent dominées par deux choses.

D'abord, le mépris absolu que l'ensemble du Conseil européen marque pour le respect de l'Etat de droit. Comme Nicole, je suis choqué qu'on laisse bientôt la présidence à la Hongrie, qui bafoue allègrement ces principes. Et voici qu'à présent, on dit : *« d'accord, les Hongrois font des choses qu'ils ne devraient pas, mais enfin ils ont fait un petit effort »*. On sait très bien ce que sont ces réformes récentes ... La Hongrie de M. Orbán n'est pas une démocratie, et il faut le dire. Il suffit d'y aller pour s'en rendre compte. J'y étais pendant la campagne présidentielle hongroise, deux mois avant l'élection, et l'adversaire de M. Orbán me disait : *« aujourd'hui, les sondages me placent à égalité avec Orbán, mais pour l'élection, je n'ai absolument aucune chance : je n'ai aucun moyen de faire campagne : je n'ai pas d'argent, pas le droit de coller des affiches, pas le droit de faire des réunions, aucun accès à aucun média, bref je n'existe pas. Même Orbán dit que je n'existe pas : il fait campagne contre quelqu'un d'autre »*. Ce terme de *« démocratie illibérale »* est creux, il désigne quelque chose qui en réalité n'existe pas.

Ensuite, le refus de la majorité qualifiée. La règle de l'unanimité est désastreuse. J'ai personnellement croisé le fer avec les députés du RN il y a quelques jours à propos de l'Europe. Ils défendaient la règle de l'unanimité *« au nom de la souveraineté nationale »*. Mais de quoi parlent-ils ? L'unanimité, c'est ce qui permet aujourd'hui à un Etat de 9 millions d'habitants d'empêcher 450 millions d'Européens de faire ce qu'ils ont envie de faire, à savoir aider l'Ukraine. Nous

sommes là encore dans une situation anti-démocratique, puisqu'une petite minorité a un pouvoir de nuisance démesuré. Les Hongrois ont évidemment tout à fait le droit de penser ce qu'ils veulent et d'être contre, mais au nom de quoi les estime-t-on en droit de bloquer tout le monde, alors qu'ils sont minoritaires ? Face à cela, que fait-on ? On *achète*. Mais en réalité, ce que nous payons dans cette affaire, c'est une longue indifférence aux principes des institutions européennes telles qu'elles ont été conçues à l'époque de Jean Monnet. Quels sont ces principes ? *Respecter les autres* et *empêcher le blocage*. Évidemment, la question des institutions ennuie profondément tout le monde, il est donc particulièrement facile de s'en désintéresser. Nous n'avons rien fait pour défendre cela, et nous le payons aujourd'hui. Au sens propre.

Viktor Orbán a admirablement joué ses cartes. D'abord, comment se fait-il qu'il soit le centre des débats ? La Pologne de Donald Tusk a pris des positions assez courageuses, l'Allemagne, la France, l'Italie ont dit des choses qui méritaient d'être commentées, bref il est tout à fait anormal de n'avoir parlé que de M. Orbán et de la Hongrie quand on aurait dû parler de l'Ukraine.

A quoi ont servi les 10 milliards ? Soi-disant « à ouvrir la négociation d'adhésion ». Or le principe de candidature officielle de l'Ukraine a été fixé il y a plusieurs mois. On sait très bien que ce genre de chose ne débouche jamais sur une perspective à court terme. Il n'y a aucune espèce de règle officielle : les pays des Balkans attendent depuis des années, on leur dit qu'on va s'intéresser d'abord à l'Ukraine et à la Moldavie. Il fait repenser de fond en comble le processus d'élargissement, or on ne fait rien. Ou plutôt, comme d'habitude, on fait des conférences intergouvernementales, et cela ne débouche sur rien. Alors que le problème était clairement identifié : l'aide économique et militaire à l'Ukraine. C'est là qu'on réalise que M. Orbán s'est bien fichu de nous : il a fait une « concession » sur un point dont M. Poutine se fiche comme d'une guigne : engager un processus d'adhésion qui aboutira dans des années ... Ce qui compte pour Poutine, c'est le veto. Que nous consentions à cela est honteux.

Ce que les Français et les Européens ne parviennent pas à admettre, c'est qu'avec la perspective d'un retour de Donald Trump, nous pouvons très bien nous retrouver seuls à défendre l'Ukraine, mais aussi notre système de droits, d'Etat-providence, etc. Cela demandera un effort considérable. Quand on voit que nous n'arrivons même pas à mettre la question de l'aide à l'Ukraine au sommet de l'agenda, il y a de quoi être inquiet ...

Nicole Gnesotto :

Je suis entièrement d'accord avec l'analyse de Jean-Louis. Je reviens en revanche sur la mise en perspective de Lionel à propos de l'insignifiance des chiffres. Il est vrai que les 50 milliards pour l'Ukraine peuvent sembler peu de choses. Mais il n'y a pas que cela, et c'est bien le problème du budget de l'UE. Tous les Etats membres ont en tête l'estimation de la Banque mondiale pour la reconstruction de l'Ukraine (estimation basée sur la situation de ces jours-ci, or évidemment chaque jour de guerre crée des coûts supplémentaires) : 1000 milliards d'euros, c'est à dire le budget de l'UE pour sept ans. Il y a aussi le fait que les Européens ne veulent pas renoncer à la transition numérique et à la transition écologique, toutes deux très coûteuses. Je pense que ce ne sont pas les 50 milliards que les différents chefs d'Etat ont en tête, mais plutôt cette idée : on ne pourra pas avancer sur les trois priorités (Ukraine, numérique, environnement) sans augmenter considérablement le budget de l'Union, et donc la part que les Etats doivent payer. Et pour des raisons de pure politique intérieure, ils ne veulent pas en entendre parler.

Lionel Zinsou :

Les chiffres ne sont pas insignifiants, mais ces milliards ne sont pas seulement des dépenses, il y a aussi des investissements. La reconstruction de l'Ukraine, par exemple. Le PIB du pays est de 200 milliards de dollars, et avec une richesse patrimoniale d'ordinaire autour de 2 à 3 fois le PIB, penser qu'il va falloir en

dépenser 1000 pour reconstruire me paraît peu vraisemblable, je crois avoir lu des estimations plutôt autour de 400 ... Mais quoi qu'il en soit, on sait que cela va coûter très cher. Mais c'est aussi un investissement, et c'est le genre de choses que l'Europe sait bien faire. C'est ainsi qu'elle a réussi à hisser des pays dans des situations vraiment très difficiles ; je pense à l'Irlande, qui en termes de richesse par tête rivalise désormais avec le Luxembourg et l'Allemagne. La Pologne est elle aussi un succès incroyable de croissance, de dynamisme, de capacité à se projeter à l'extérieur en termes d'exportations ... S'il fallait retenir une chose où l'Europe excelle, ce serait bien celle-là. Autant les aides publiques au développement sont relativement peu efficaces, autant les aides structurelles produisent des résultats tout à fait spectaculaires. Il y aura des effets multiplicateurs de revenus, tout cela n'est pas que de la dépense.

Il va y avoir des élections européennes le 9 juin prochain. Tous les sujets qui choquent Jean-Louis, ces contradictions, ces échecs, peuvent aussi donner du sens à cette élection, elle n'a pas à être seulement une espèce de moment « pour ou contre Macron ». Il y a des vraies questions de souveraineté, d'institutions à réformer. Akram s'interroge sur les effets des élargissements de l'Union sur les opinions publiques. N'oublions pas que les migrations massives d'Ukrainiens ont été remarquablement bien absorbées (je n'oublie pas hélas le contraste absolu avec l'accueil des migrants passant par la Méditerranée ...). Dans le cas de l'Ukraine, il y a eu une solidarité remarquable des communes, des associations, etc. Je pense que c'est l'expression d'un soutien fondamental de l'opinion publique.

Jean-Louis Bourlanges :

La seule chose dont les Européens auraient dû parler, c'est de la situation stratégique actuelle de l'Ukraine. Nicole a raison de rappeler que la priorité absolue consiste à fournir les munitions dont les Ukrainiens ont désespérément besoin. On réalise mal ce que c'est que d'être un jeune Ukrainien aujourd'hui, les

souffrances que cela suppose. Arriver à 16, 17 ou 18 ans et devoir partir au front avec un grand risque d'y être blessé ou tué. Ne pas pouvoir faire d'études, et vivre dans un environnement dévasté, au milieu des attaques de drones, etc. Les débats très sophistiqués du Conseil européen ont un côté presque obscène à côté du martyr que vivent les Ukrainiens.

A court et même à moyen terme, la contre-offensive ukrainienne n'est sans doute pas possible. Mais on en revient très vite à ce principe de Clausewitz : la défense est beaucoup moins coûteuse que l'attaque. C'est à cela qu'aurait dû réfléchir le Conseil : on aide l'Ukraine à quoi ? A résister à des offensives, à tenir le coup. Avoir parlé d'autre chose que de cela montre à quel point l'Europe est un continent qui n'est pas réaliste, et n'a pas pris la mesure de ses priorités.

Akram Belkaïd :

On parle sans doute trop de M. Orbán, mais là encore, c'est une conséquence de l'élargissement de 2004. On n'a pas pris suffisamment la mesure des recompositions de forces internes qu'elle allait entraîner. Et la règle de l'unanimité est effectivement un facteur de blocage majeur. Un élargissement prochain ramènera inévitablement ce type de problématique. C'est regrettable, mais il y a des pays qui posent problème : en matière de respect de l'État de droit, de lutte contre la corruption, de protection des magistrats, etc. Je ne dis pas qu'il faille fermer la porte, mais ce sont des décisions dont les conséquences doivent être mieux pesées.

Jean-Louis Bourlanges :

Si on soumettait un élargissement de l'Union à référendum, c'est bien simple : il n'y aurait plus aucun élargissement. Le référendum, c'est l'addition de toutes les positions négatives, on n'a pas besoin d'être cohérent pour voter contre.

Nicole Gnesotto :

Il faut bien avoir à l'esprit que le Conseil européen ne remplit pas sa mission. Dans les traités, le Conseil européen est là pour donner les grandes orientations stratégiques de l'UE. C'est sa fonction première. Et il ne fait *jamais* cela. Qu'il s'agisse de l'Ukraine, de l'élargissement, du conflit Israël-Hamas ... Le problème va au-delà de la question du respect de l'Etat de droit, il y a un vrai dysfonctionnement du Conseil européen, qui se conduit comme une réunion des ministres des Affaires étrangères.

Je ne sais pas ce que donnera la nomination du prochain président du Conseil. Pour ma part, je souhaiterais vraiment qu'on nomme des gens qui ont le sens du désordre stratégique dans lequel se trouve actuellement l'UE.

Philippe Meyer :

C'est l'occasion rêvée pour vous demander de nous rappeler comment et par qui seront nommés les prochains dirigeants.

Nicole Gnesotto :

Volontiers. En principe le président de la Commission sera nommé par le Parlement européen, mais désigné par le Conseil européen. Ce président devrait être issu du parti qui a obtenu le plus de voix (ce dernier point n'est pas dans les traités, mais c'est l'usage). J'ai toujours critiqué cela, je trouve que le Conseil européen devrait avoir une bien plus grande responsabilité dans la nomination de son président que celle qu'il a depuis les deux dernières élections. Précisément parce qu'il ne s'agit pas d'une élection de politique politicienne, mais parce que les enjeux sont stratégiques. Dans le monde tel qu'il va, je serais personnellement favorable à un conseil stratégique, réunissant les ministres des Affaires étrangères et les ministres de l'Économie et des finances des différents Etats. Car si l'on marche sur la tête actuellement, c'est parce que les premiers

décident d'une chose pendant que les seconds décident de l'inverse. Et pendant ce temps, l'impact du monde extérieur sur le marché unique est de plus en plus grand.

Il y a trois options possibles, et pour le moment, ce n'est malheureusement pas la meilleure qui l'emporte. Il y a une option transatlantique : on fait front commun avec les Américains, et l'un compense les manquements de l'autre. Comme je l'ai expliqué plus haut, je ne vois pas cette option actuellement. La deuxième option serait européenne : dire que les Européens ont la responsabilité de l'Ukraine, et se charger de tout nous-mêmes. Là non plus, on n'en prend pas le chemin. La troisième option, qui elle se perçoit de plus en plus clairement, est l'option nationale, voire nationaliste. Chacun des Etats défend son intérêt particulier, et il n'y a aucun sens collectif, aucune vision commune. L'Allemagne est tout à fait solidaire de l'Ukraine mais l'aide « dans son coin », les Hongrois ne se soucient que des fonds européens qu'ils veulent empêcher, et les Polonais défendent leurs routiers et leurs agriculteurs, c'est pourquoi à mon avis ils approuvent la position d'Orbán sur l'entrée de l'Ukraine dans la PAC. Quant aux Pays-Bas, l'extrême-droite qui vient d'y être élue a déjà déclaré qu'elle souhaitait cesser d'aider l'Ukraine. On voit tant monter cette vision nationale que c'est à se demander si Mme Le Pen n'a pas déjà obtenu l'Europe qu'elle voulait ...

Lionel Zinsou :

Pourquoi être si pessimiste ? Déjà, les Pays-Bas n'ont pas un gouvernement d'extrême-droite, en tous cas pas encore. Nous sommes en train de laisser libre cours à des « passions tristes » à l'occasion de ce débat sur l'Ukraine : mauvaise conscience, sentiment de déclin, que sais-je encore ... Je crois que décaler un peu le regard ne ferait pas de mal.

Moi qui observe l'UE depuis l'Afrique, je suis frappé par le fait qu'il y a chez les Européens une vraie incompréhension de la puissance de l'UE. On se moque beaucoup d'une ambition diplomatique ancienne de la France (reprise par le

président Macron), voulant faire une « Europe-puissance ». En Afrique, les Européens croient que la Russie gagne du terrain tous les jours, comme au temps de l'URSS (qui elle était véritablement influente). Il n'empêche que c'est l'UE qui est le premier investisseur, le premier importateur, le premier exportateur, le premier bailleur d'aides publiques au développement, la première entité en termes de dons (et non pas de dettes) etc. Mais ce n'est jamais décrit comme cela. Absolument personne ne dit : « *l'Europe est une puissance efficace sur le terrain* », avec des soutiens très spécifiques, qui seront déterminants pour l'avenir. Et pourtant, cela existe bel et bien. On vous parlera au contraire d'une compétition (absolument marginale) entre tel et tel pays européen à propos de telle ou telle exportation dans tel ou tel pays africain. L'Europe est une vraie puissance, qui ne se décrit jamais comme telle.

L'Europe ne fait pas dans le monde de plaidoyer en faveur de l'Ukraine. On entend sans cesse que « *le "Sud global" est indifférent au sort de l'Ukraine et s'abstient dans les résolutions des Nations-unies* ». Mais est-ce que l'Europe explique l'enjeu fondamental que constitue l'Ukraine pour la sécurité, les valeurs d'humanisme et de démocratie ? Est-elle un porte-parole de tout cela ? Non. Et au lieu de mettre cela à l'agenda des élections européennes imminentes, au lieu de reparler du discours de la Sorbonne du président Macron, de parler de Défense européenne, d'une forme d'élargissement plus souple, imaginée avec la gauche italienne, on est dans une posture de désespérance et de déclin. Pourquoi ?

Nicole Gnesotto :

Mais parce qu'à par nous, personne ne veut d'une Europe-puissance. Il n'y a que la France, et encore ... Nous sommes de moins en moins convaincus nous-mêmes de cette revendication.

Si l'on conçoit la puissance comme économique, alors oui, indubitablement, l'Europe est une puissance majeure. Mais premièrement, cette puissance

économique s'amenuise, et deuxièmement, à quoi sert-elle ? En quoi sera-t-elle utile pour régler les problèmes actuels et futurs du monde ? Aujourd'hui, quand on parle de puissance, le critère économique paraît bien secondaire face au critère politique. Et dans ce domaine, qu'il s'agisse de problèmes intérieurs (respect de l'État de droit dans tel ou tel Etat membre) ou de politique étrangère, l'Europe est nulle.

Jean-Louis Bourlanges :

Philippe a posé une question institutionnelle à propos des prochaines élections : comment vont sortir les prochains dirigeants européens ? Le processus est beaucoup plus démocratique qu'on ne le dit. Le président de la Commission sera désigné par le Conseil européen, une espèce « d'Elysée collectif », qui désigne le président de la Commission comme le président français désigne le Premier ministre.

Ensuite, le président désigné est soumis à l'approbation du Parlement européen. C'est cette phase qui fait qu'il est issu du parti arrivé en tête, même si ce n'est pas dans les traités. Le Parlement vote, et le président désigné devient alors le président investi. A la suite de quoi il nomme les commissaires avec les différents Etats, qui donnent leur consentement. Le président veille à ce qu'il y ait un équilibre (par exemple la parité femmes-hommes). Quand son équipe est constituée, il affecte les portefeuilles.

Puis chaque commissaire est soumis à l'audition, d'une commission, qui peut le retoquer le cas échéant. Enfin, il y a un vote collectif sur l'ensemble de l'équipe. Ajoutons que le Parlement dispose d'un droit de censure. Ne disons pas que les procédures ne sont pas démocratiques et que la Commission n'est responsable de rien et devant personne.

Lionel Zinsou :

Une autre occasion de fierté européenne !

Akram Belkaïd :

Oui, mais là encore, l'approche nationale -ou nationaliste- vient noircir le tableau. On veut une Europe-puissance mais pas vraiment, on veut peser sur le cours des évènements, mais à condition que chacun ait son mot à dire. Dès qu'on a des initiatives rationnelles et raisonnables du personnel européen (je pense par exemple au conflit à Gaza) les états-majors nationaux renâclent.